

Septembre 1939 : le retour incertain d'une famille jurassienne : souvenirs extraits des carnets de Charles Bruckert

Autor(en): **Bruckert, Raymond**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Actes de la Société jurassienne d'émulation**

Band (Jahr): **103 (2000)**

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-685179>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Septembre 1939 : Le retour incertain d'une famille jurassienne

Souvenirs extraits des carnets de Charles Bruckert

Raymond Bruckert

Encore quelques jours, et le mois d'août 1939 aura vécu. Mois d'angoisse, mois d'incertitudes. La tournée de concerts d'été en Normandie étant achevée, nous passons de brefs instants de vacances sur les plages célèbres de cette province prodigieusement attachante...

Et cependant, partout la même inquiétude se lit dans les regards. On se bouscule devant les kiosques, on s'arrache les journaux, on s'interpelle dans la rue sans se connaître. Les visages inconnus acquièrent en ces moments de grande insécurité un aspect étonnamment familier. On se retrouve tous confrontés à la même menace.

La radio se fait tonitruante, dans la rue, dans les cafés, dans les hôtels. Elle n'a jamais été aussi omniprésente, et elle ne fait qu'ajouter à la nervosité des gens qui est à son comble. Cependant, les Français persistent à espérer qu'un arrangement *in extremis* soit toujours possible.

Toutefois, fêtes et manifestations organisées comme chaque année en l'honneur des touristes sont partout précipitamment décommandées.

Le soir du **vendredi 1^{er} septembre**, des attroupements se forment sur les trottoirs et dans les établissements publics autour des postes de TSF. La mobilisation générale vient d'être décrétée et l'on écoute, recueillis et tendus, le discours du président du Conseil, Edouard Daladier.

La France peut-elle rester sans réagir devant la disparition de la Pologne? Une grave menace pèse sur toute l'Europe. La situation est désespérée. La Pologne attaquée et Varsovie bombardée par la *Luftwaffe*, la France sera fidèle à ses engagements...

Le *casus fœderis* est invoqué. C'est la stupeur générale. Les gens les mieux renseignés ont parfaitement compris et sont en train d'abandonner hôtels, pensions, appartements de vacances. En quelques heures, les fronts de mer sont désertés, les rues vidées de leur animation bariolée. Les garçons de café et les maîtres d'hôtel se retrouvent bras ballants.

Le **dimanche 3 septembre** à 11 heures du matin, la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne nazie, suivie à 17 heures par la France,

qui ... se trouve dans l'obligation de remplir les engagements qu'elle a contractés envers la Pologne.

Les quelques dîneurs qui, en ce début de soirée, viennent d'arriver à la salle à manger, se regardent, atterrés, incrédules. Tout le monde avait cru jusqu'à la dernière seconde à la possibilité d'un règlement négocié avec Adolf Hitler.

Le premier à se lever est un vieux diamantaire d'Anvers qui avait fait allusion aux persécutions dont ses coreligionnaires israélites étaient victimes en Allemagne. Il roule machinalement sa serviette, la dispose à côté du couvert, comme s'il allait revenir, s'incline devant ma mère, un pâle sourire derrière son lorgnon de guingois, serre la main de mon père, me tapote la joue, et sort sans mot dire.

Cinq minutes plus tard, nous nous retrouvons les trois seuls en face du maître d'hôtel qui ne peut que nous dire: *Celle-ci, je ne la ferai pas. Je suis trop vieux. Et puis, j'ai déjà fait celle de 1914 à 1918, dans les Dardanelles...*

Il ne faut plus tarder. Il devient urgent de quitter ces plages que depuis plusieurs jours seul le murmure du flux et du reflux anime encore, et de gagner la frontière suisse si possible sans coup férir. Les colonnes d'essence sont prises d'assaut. Les queues sont interminables. On n'avait jamais rien vécu de pareil depuis l'apparition de l'automobile. Et pourtant, en dépit des longues files d'attente, le carburant est abondant, incroyablement abondant, sans le moindre signe de rationnement!

En revanche, tous les non-motorisés, largement majoritaires, devront attendre au moins trois jours avant de parvenir à monter dans un wagon de chemin de fer. En effet, durant ce laps de temps, les transports ferroviaires sont exclusivement réservés à l'acheminement des troupes et du matériel.

Les civils, vacanciers et fuyards confondus, encombrés de bagages, de valises rebondies, de paquets mal ficelés, se lamentent ou se résignent devant les portes verrouillées des gares, les enfants serrés dans les jupes de leur mère. La consigne est formelle et sans appel: seuls les mobilisés ont l'autorisation de monter dans un train. Quant aux laissés pour compte, pour ces trois jours d'attente, ils se débrouilleront et retrouveront bien un hébergement.

Partout nous assistons à des scènes dramatiques, qui se répètent de manière hallucinante, selon un scénario invariable: toute la population se transporte à la gare pour assister au départ des appelés. La place est toujours noire de monde et les portes du bâtiment, sévèrement gardées, ne laissent passer que les soldats. A Caen, un père accompagne son fils revêtu d'un uniforme flambant neuf. Arrivé au portail, après une dernière étreinte, le jeune soldat se retourne une ultime fois et disparaît dans le hall. A ce moment précis, le père s'effondre sur la chaussée, foudroyé par une crise cardiaque. Il devait avoir vingt ans en 1914.



La famille s'embarque pour une tournée de concerts dans la France d'avant-guerre. Père et fils sur la photo, prise par Madame.

Beaucoup de femmes sont en pleurs. Elles viennent de se séparer qui de leur mari ou de leur fiancé, qui de leur fils ou de leur frère. La plupart ont revêtu des robes de deuil.

Les hôtels se sont vidés en quelques heures. Les clients se bousculent à la réception, réclamant hâtivement leur note. Deauville et Trouville ressemblent à un immense déménagement, les trottoirs encombrés de bagages, les hôtels, pensions et villas ayant déjà tiré leurs contrevents pour se protéger des cambrioleurs qui découvrent dans la guerre une nouvelle aubaine. Effectivement, le nombre de gens coltinant de lourdes malles de cabine, des valises aux formes les plus extravagantes et des baluchons de toutes sortes est tel qu'il est impossible de faire, dans cette foule disparate, la distinction entre les fuyards honnêtes et les malfrats.

Les garages sont débordés et le personnel, réquisitionné par l'armée, refuse de s'occuper des voitures civiles. Il faudra se débrouiller seul pour nettoyer les bougies, remplir les graisseurs et faire l'indispensable

vidange avant le long voyage du retour. Et la guerre, on la sent partout, celle que l'on appellera bientôt la « drôle de guerre ». Pour l'instant, elle est surtout dans les esprits. L'exemple de l'incident que nous avons vécu à Alençon fait rétrospectivement froid dans le dos, tant il aurait pu se terminer tragiquement.

Arrivés dans le chef-lieu de l'Orne le **lundi 4 septembre**, nous avons garé notre voiture en plein centre où l'animation des rues et le départ des mobilisés donnent à cette cité provinciale, d'habitude si calme, un air de petite capitale bouillonnante de vie. Laissant voiture et bagages à la garde de ma mère, mon père part à travers la ville à la recherche d'une chambre d'hôtel pour la nuit. Il n'a pas le courage de faire, par cette chaude après-midi, le détour d'Avranches où nous nous sommes promis d'aller prendre congé d'un oncle paternel qui s'y est retiré après la vente de sa librairie du Quartier latin.



Devoir suivre le même itinéraire que des milliers de chevaux partant pour le front eut pour conséquence de multiples crevaisons. Un agriculteur normand vient aimablement à la rescousse.

Tous les établissements sont complets. A l'air navré de mon père et apprenant qu'il y a un garçonnet de quatre ans dans l'aventure, un hôtelier compatissant consent à nous céder un lit. Il était temps. Mon père est à bout de forces. Il a couru des kilomètres et des kilomètres et, dans la crainte de perdre ce lit miraculeusement offert, c'est toujours en courant qu'il nous a rejoints, ruisselant de sueur.

Lorsqu'il débouche sur la place, une foule compacte et vociférante entoure la berline familiale et profère des menaces de plus en plus précises. Lorsque mon père parvient enfin à se frayer un passage et à nous atteindre, les gens au comble de la surexcitation sont sur le point de renverser la voiture, ma mère et moi terrorisés à l'intérieur. Elle n'est déjà plus que sur deux roues, prête à basculer. Les plaques suisses, chiffres et lettres noirs sur fond blanc, étaient à l'origine d'une méprise qui tournait à l'émeute et qui aurait pu déboucher sur bien pire encore, d'autant plus que la maréchaussée, dans l'expectative, se tenait à distance respectueuse... On nous avait pris pour des Allemands !

Mon père met alors en rugissant son index sur l'écusson suisse de la plaque arrière. Quelques-uns, les plus proches qu'il peut regarder dans les yeux, s'adoucissent instantanément. D'autres continuent à proférer des menaces, en particulier celui qui persiste à brandir un bidon plein d'essence...

Instruite par cette expérience cuisante due à la très forte émotivité d'une population qui peut sans transition passer de l'indifférence au désarroi, ma mère se précipite dans la grande mercerie-bonneterie du centre, y achète de la toile rouge, de la toile blanche, une grosse bobine de fil robuste et du cordonnet. De retour vers la voiture, elle nous explique qu'elle a eu de la chance, que les rayons du magasin étaient aux trois quarts vides, que le patron s'apprêtait à congédier son personnel, et que tout le monde était en larmes. Ma mère ne put savoir ce qui incitait le mercier à tant de précipitation. Était-il mobilisé ? Allait-il grossir la cohorte des réfugiés ? Ses origines juives, que son patronyme ne pouvait dissimuler, lui faisaient-elles craindre un sort funeste ?

Et c'est à la lueur d'une faible ampoule à gros filament jaunâtre, dans une mansarde presque totalement occupée par le lit où nous aurons le privilège de passer la nuit, qu'elle confectionne un grand drapeau suisse.

Aux premières lueurs de l'aube du **mardi 5 septembre**, mon père descend dans la rue fixer solidement l'emblème national sur le capot de la voiture au moyen du cordonnet, d'un garde-boue à l'autre, juste derrière les phares et le gros thermomètre du radiateur. C'est ici qu'il faudrait prendre résolument la route du Mans. Mes parents ne peuvent s'y résoudre. Ils tiennent à revoir l'oncle d'Avranches, ville distante de 134 kilomètres à l'ouest.

Deux heures plus tard, nous nous arrêtons dans une rue calme, baignée de soleil, bordée de villas silencieuses aux grands portails de fer forgé. L'oncle est absent. La maison est fermée, tous volets clos. La voisine, qui épie nos allées et venues derrière ses persiennes entrebâillées et que nous aurons beaucoup de peine à tirer de son mutisme, finit par se montrer bavarde dès qu'elle sait que nous sommes de la famille. Elle confirme que l'oncle est absent, qu'il devrait être à Paris, qu'elle lui transmettra volontiers notre message.

Revenu au centre d'Avranches, mon père se gare à proximité de la police et se rend chez le commissaire pour le prier, comme on nous l'avait recommandé, d'établir l'itinéraire de notre rentrée au pays, et aussi de nous renseigner sur la situation, car de grandes affiches placardées partout en ville indiquent aux automobilistes les régions qui leur sont interdites. Ces régions fermées au trafic civil sont en principe formées des départements jouxtant un pays étranger.

Or, il nous faudra bien traverser l'un ou l'autre de ces départements pour atteindre la frontière. Selon le commissaire de police, il paraît que c'est l'état-major de Lyon qui pourra seul nous délivrer le laissez-passer salvateur. Homme courtois et d'un flegme remarquable en dépit des nombreux solliciteurs qui l'assiègent, il établit pour mon père l'itinéraire demandé et lui suggère à voix basse de loger à chaque étape, de préférence, dans un petit bourg, car il faut redouter l'aviation... Mon père prend congé de cet excellent homme et, en traversant le corridor, croise un groupe d'Italiens qui viennent se mettre au service de la France pour combattre le fascisme.

Des bords de la Manche en passant par la capitale des Gaules, il faut, pour atteindre la Suisse, couper la France en diagonale. L'itinéraire du commissaire n'est pas mauvais. Il nous permet d'éviter toutes les routes de l'Est qui sont rigoureusement fermées aux civils, sans toutefois que l'on sache à partir de quel endroit. Cela nous fera néanmoins quelque mille kilomètres dans un pays dorénavant en guerre.

Nous décidons de mettre sans tarder le cap sur le sud-est. L'après-midi est à peine entamée. Nous chercherons à nous loger dans une bourgade à partir de cinq heures. A l'instant où le moteur se met à tourner, une femme, s'exprimant difficilement en français, nous interpelle en tendant à mon père une lettre destinée à ses parents, résidant dans le canton de Bâle. Elle nous supplie de déposer sa missive dans une poste suisse.

C'est une compatriote que son mari a quittée trois jours auparavant pour répondre à l'appel de la Confédération. Le consulat lui a transmis l'ordre de marche. Elle se confond en remerciements et nous souhaite un bon retour dans cette patrie soudain si lointaine. L'émotion est à son comble. Il est temps de partir. Ainsi donc, la mobilisation générale a été décrétée le 2 septembre par le Conseil fédéral. Même les Suisses

d'Avranches en ont été informés, et nous baguenaudons encore sur les routes normandes trois jours plus tard ! Heureusement, mon père a l'excuse de ne pas être connu des services consulaires, mais il s'agit néanmoins de ne plus perdre une minute. Nous quittons cette Normandie aux terroirs extraordinairement riches.

Les villages que nous traversons sont animés. Les habitants, en cercle dans les rues et sur les places, doivent certainement commenter les événements du jour, nous regardant passer avec indifférence. Nous atteignons un bourg aux rues étroites et sinueuses, dont nous ignorons le nom, le panneau d'entrée de localité ayant été enlevé, certainement pour désorienter l'ennemi.

Il est onze heures, heure de l'apéritif. En dépit de la gravité du moment, les terrasses des cafés accueillent la grande foule, une grande foule peut-être moins exubérante que de coutume. Bloqués dans un embarras de circulation, nous voyons venir dans notre direction un cortège hurlant qui tourne brusquement vers la mairie : deux gendarmes mobiles, fusil en bandoulière, encadrent étroitement un individu au visage ensanglanté, menotté, la chemise hors du pantalon. Une trentaine de personnes suivent en faisant le poing et en gesticulant. Un personnage plus déchaîné que les autres serre de près l'infortuné en lui plantant un pistolet sur la tempe.

Mon père profite d'une accalmie dans le trafic pour regagner la campagne. La chaussée s'étire loin à l'horizon, déroulant son ruban de bitume par delà les collines. Soudain, de partout, de toutes les voies secondaires et chemins vicinaux qui convergent vers la grand-route affluent des chevaux, des myriades de chevaux, isolés ou en groupes, conduits par un homme, une femme ou une famille. Ils finissent par former un long cortège dans lequel nous sommes contraints de nous insérer. Tous sont dirigés vers le centre de mobilisation. Hommes pensifs et femmes en larmes qui devront bientôt se séparer de leur fidèle compagnon, pour beaucoup l'unique aide aux lourds travaux des champs.

Evoquant les scènes dantesques de la grande boucherie de 1914 à 1918, dont le sang sur le lieu des combats est à peine coagulé, mon père se demande ce qu'il sera advenu de toutes ces bêtes à la robe soyeuse dans quelques mois. Quant aux jeunes hommes déjà partis dans leurs wagons de III^e classe, on n'ose tout bonnement pas y penser. Pendant des kilomètres, toujours ce même spectacle qui nous fascine, des chevaux, encore des chevaux, partout des chevaux qui rejoignent notre départementale où l'allure est devenue dérisoire. On ne peut pratiquement plus avancer qu'au rythme de cette théorie équestre de plus en plus compacte.

Bien que conduite et canalisée par des gens dont la discipline et le calme forcent l'admiration, elle recèle des dangers qui pourraient se révéler catastrophiques pour notre retour : emballements, ruades,

collisions. Campagnards nous-mêmes, nous savons bien que les rares automobiles que rencontrent les chevaux peuvent déclencher des peurs paniques, de surcroît aggravées par la traîtrise du goudron. Aussi décidons-nous de nous arrêter à la prochaine localité, d'y chercher une chambre et d'attendre le lendemain pour poursuivre notre route. Nous avons parcouru ce mardi 5 septembre 42 kilomètres à une moyenne horaire inférieure à 10 kilomètres. De plus, notre moteur souffre de surchauffe. Il serait hasardeux de s'entêter dans de telles conditions.

La petite cité de Fougères nous accueille. D'habitude silencieuse et profondément léthargique, la patrie de la chaussure féminine connaît une animation inaccoutumée. 16 heures sonnent aux clochers de Saint-Léonard et de Saint-Sulpice. Un hôtel est – ô miracle – déniché sans peine. Que faire en attendant le dîner. Parcourir la ville en lorgnant les vitrines? Ah, ça non! Le cœur n'y est pas. Nous nous rendons donc à la gare où la cohue est énorme. Les mêmes scènes se répètent ici comme partout ailleurs. La population accompagne en masse ses jeunes pour un voyage chargé d'aléas. Les adieux sont pathétiques, déchirants, presque insoutenables. Vingt-cinq ans auparavant, tout s'était passé dans la fierté cocardière d'une nation qui voulait sa revanche. Aujourd'hui, les pères et les mères présents à la gare savent que ce ne fut qu'un horrible carnage...

Cette nuit-là, la famille a mal dormi. L'interminable défilé des chevaux, leurs hennissements, le sifflet des locomotives à vapeur tirant les trains militaires, les cris, les derniers appels, les ultimes regards, tout se bouscule dans nos têtes. On ne sait si l'on dort, si l'on somnole ou si la réalité nous poursuit jusque dans la chambre de l'hôtel.

Au petit jour du **mercredi 6 septembre**, la sirène d'alerte déchire l'air, laissant la plupart des gens plutôt sceptiques. Faut-il vraiment y croire et descendre à la cave, ou se contenter de stationner dans le corridor ou dans la cage d'escalier? Ce qui est parfaitement absurde. Un gros bonhomme en robe de chambre affirme péremptoirement que l'embrasure d'une porte ou d'une fenêtre offre une bonne sécurité. Il suffit de contempler les photos des villes bombardées ou de s'arrêter vers une ruine qui n'a jamais été remontée pour s'en rendre compte. Les embrasures sont toujours là!

De la rue montent les premiers bruits familiers. Il est temps de faire sa toilette, d'avalier le petit déjeuner toujours aussi copieux et de prendre la queue dans la file qui s'allonge dangereusement de camionnettes, de voitures, de triporteurs et de motocyclettes en quête d'essence. Après bien des à-coups, on se trouve en face de la colonne. Il y en a encore!

Depuis un certain temps, après se les être arrachés, on oublie de lire les journaux. D'ailleurs, ceux de Paris nous parviennent avec plusieurs jours de retard, et que dire de leur contenu? Ils sont pour le moins réticents, sinon muets sur les événements.

➤ Nous atteignons Laval qui grouille de monde. La circulation y est incroyablement difficile. Soudain, nous nous trouvons coincés contre le trottoir. C'est un interminable convoi de chevaux pris en charge par les militaires. Silence funèbre à leur passage. Toutes les conversations sont suspendues, et l'on n'entend que le martèlement des sabots sur les pavés. Le défilé, dont on ne voit pas la fin, s'effectue en rangs serrés. Ce sont des milliers de bêtes réquisitionnées qui frôlent notre voiture depuis un temps que nous avons cessé de mesurer. Juste derrière suit une colonne de camions, une colonne qui ne veut pas avoir de fin, elle non plus. Nous profitons d'un léger répit pour quitter la ville. Il est midi et c'est au prochain village que nous nous arrêtons dans une auberge merveilleusement hors du temps. Tout ici respire le calme, le bien-être et l'opulence. A-t-elle seulement été effleurée par les rumeurs de la guerre ?

○ Dans l'après-midi, nous arrivons à Tours, la cité élégante qui, par ces temps troublés, regorge de soldats, de civils parisiens et de réfugiés du Nord et de l'Est. C'est la toute grande cohue ! Mon père se rend à l'agence Havas en quête de renseignements, lesquels sont plutôt maigres. Rencontres diplomatiques, discours désespérément creux, tout cela n'intéresse pas la foule néanmoins massée devant les bureaux en quête d'on ne sait quoi. Les événements militaires sont systématiquement escamotés. On est même dans l'ignorance totale de ce qui se passe. Dans les groupes on chuchote, on discute, on suppute, on ne se fait aucune illusion sur la campagne de Pologne.

Les réfugiés parisiens continuent d'affluer. Les trains bondés et les voitures surchargées ne cessent d'arriver de la capitale. A la gare, observatoire de premier ordre, les voyageurs sont couchés pêle-mêle sur leurs bagages. D'autres attendent, une valise entre les jambes. Quelques-uns cassent la croûte à même le sol, les victuailles étalées sur des journaux. Pas un mètre carré d'inoccupé. Il flotte partout une odeur d'humanité fatiguée. Des enfants pleurent. Des hommes fument pour tuer le temps. Des femmes regardent sans voir, les yeux perdus dans le vague. Certains viennent de loin. D'autres partent, ou essaient de partir plus loin encore.

■ Inutile de chercher une chambre dans cette grande ville qui, d'après un agent municipal, a vu doubler sa population en quelques heures. Suivant le conseil du commissaire de police d'Avranches, nous tâcherons à l'avenir d'éviter les grandes agglomérations, ou plutôt, de ne pas s'y arrêter...

○ Nous traversons la région des châteaux de la Loire, fertile entre toutes. Maisons cossues, parcs fleuris, artisanat prospère, riches vergers, cultures maraîchères bien ordonnées, tout ici respire l'aisance. On a même l'impression d'être fort loin de la guerre. Les routes secondaires, aux méandres nombreux, ouvrent des horizons étonnants sur la vie rurale et artisanale. Une petite localité au détour du chemin. C'est là que nous passerons la nuit... ou que nous aurions aimé passer la nuit. Le lieu

est assiégé par les réfugiés. Un deuxième village surgit dans les vergers. Stupeur. Son unique rue est déjà envahie par une multitude de fuyards dont les cantonnements ont été établis la nuit précédente. Dans les maisons où nous nous adressons, on ne prend même plus la peine de nous répondre, tant les gens du cru sont débordés.

Nous poursuivons notre route, étreints par un sentiment d'appréhension qui ne fait que s'accroître au fil des kilomètres et des rebuffades. Une ligne de chemin de fer coupe la route. Le passage à niveau est fermé. Mon père s'arrête à trois mètres, sans trop d'illusions sur le temps qu'il faudra passer à attendre. Ça peut se compter en demi-heures ! La garde-barrière, au bruit du moteur, coule un regard vers notre voiture. Elle crie aussitôt à son mari : *C'est la Croix-Rouge, laisse passer !* Les barrières sont poussées dans la diligence. La voie est libre. Mon père salue de la main, hésite et finit par s'engager sur les rails avec la plus extrême prudence, d'autant plus que la voie n'est pas rectiligne et qu'elle est masquée tant à gauche qu'à droite par des bosquets.

Nous avons peut-être gagné un bon quart d'heure, et même beaucoup plus, ceci grâce à la croix fédérale qui ne quitte plus notre capot, et qui a du bon, qu'elle soit rouge ou blanche, peu importe ! Un bourg se profile dans le rougeoiement du couchant. Hélas, pas moyen d'y dénicher la plus modeste chambrette, pas plus d'ailleurs dans la localité suivante, envahie de gens endimanchés, place du marché, parvis de l'église et cafés bondés. Un mercredi de septembre, ça ne peut être les autochtones, en bleus, en sarraus, en salopettes.

Partout, on nous fait la même réponse : *Allez jusqu'à la prochaine petite ville à dix kilomètres d'ici. Les réfugiés n'y sont attendus que pour le milieu de la nuit.* Or, dans une demi-heure, il fera complètement noir, et comme l'état de guerre impose l'obscurcissement, il ne nous sera plus possible de poursuivre notre route. Mon père a bien tenté de faire installer des filtres bleus sur ses phares. Tous les garagistes consultés étaient en rupture de stock ! D'ailleurs, ces phares de camouflage ne sont qu'un pis-aller qui peut se révéler dangereux. D'accord, les autres nous voient. En revanche, le chauffeur a l'impression gênante de circuler au clair de lune.

Il s'agit d'atteindre à tout prix Villefranche-sur-Cher. Le guide touristique y indique plusieurs hôtels. Quand nous y parvenons, la lumière électrique éclaire les intérieurs. On la soupçonne par les interstices des portes et des volets. Sinon, l'obscurcissement est respecté, et les ténèbres dans les rues étroites deviennent rapidement profondes. Allumer les phares à cet instant entraînerait le séquestre immédiat du véhicule et, en cas de nervosité de la maréchaussée ou de la troupe, déclencherait des coups de feu de semonce, voire des tirs sans sommation. On nous a avertis.

Les hôtels sont situés sur l'artère principale, noyée dans l'obscurité. Nous roulons au ralenti. Ma mère scrute à droite, mon père à gauche. En effet, rien ne distingue un établissement public d'un autre commerce ou d'une maison particulière. Tout est plongé dans la nuit. Le premier hôtel est complet, le deuxième, deux cents mètres plus loin, n'a rien à nous offrir. Mon père frappe en vain à un troisième de modeste apparence. Pour toute réponse, le propriétaire lève les bras au ciel et nous contemple d'un air navré.

Il fait décidément bien sombre. Les étoiles, en l'absence de tout éclairage public, scintillent sans partage. Nous roulons à l'aveuglette. Quelques habitants, attirés par le bruit du moteur, nous désignent du doigt, à la sortie de la ville sur la gauche, la direction d'un restaurant que le guide touristique ignore. Il doit avoir une quinzaine de chambres pour la clientèle de passage. Mon père s'y dirige au pas et au juger, se précipite à l'intérieur et aborde la propriétaire de son air le plus contrit. Elle regrette, se confond en excuses, prend part à notre embarras, mais elle n'a plus un lit. Mon père demande n'importe quoi, une couchette dans une remise, un tas de foin bien abrité. Il est en effet vivement déconseillé de dormir dans sa voiture.

Soixante réfugiés de Saint-Denis occupent toute la maison. Ils vont, viennent, circulent partout, ils ont même dû s'accommoder de la cour. Mon père est conscient de son aspect peu engageant. Il le constate dans le grand miroir du hall. La poussière du chemin, la sueur, la tension du voyage ont transformé son visage en un masque grimaçant de crasse et de fatigue. Enfin, à brûle-pourpoint, l'hôtesse nous offre l'unique lit réservé aux domestiques, qui trouveront à se loger chez des voisins. Il est sous le toit, dans un débarras, un petit lit de fer très étroit. L'auto est garée dans la grande cour derrière l'immeuble, cour pleine de vieilles choses au milieu desquelles des réfugiés s'affairent autour de deux chaudières monumentales. On y prépare la soupe pour ceux qui doivent encore arriver cette nuit.

Mon père se confond en remerciements, conscient du sacrifice fait pour nous, mais surtout heureux d'être dispensé de devoir passer la nuit dans la voiture. Or, à l'instant précis où, en face du grand miroir, il implore et obtient finalement un gîte pour la nuit, ma mère, me prenant par la main, est partie dans la nuit frapper à la première porte venue, celle d'une maisonnette habitée par un cheminot parisien à la retraite. Sa femme vient ouvrir et met spontanément sa chambre à coucher à notre disposition.

Le restaurant nous ayant fait bon accueil, nous décidons d'y rester et avons même droit à un véritable repas. Et c'est là que nous pouvons mesurer l'hospitalité de ces gens, pourtant confrontés à un avenir totalement incertain, que ce soit le couple du cheminot à la retraite ou la patronne du restaurant, submergée de toutes parts. A la salle à manger,

c'est la nervosité. En effet, tous ceux qui sont hébergés ici ont le statut de réfugiés, de gens ayant tout abandonné, tous leurs biens, appartement, maison, souvenirs de famille, profession, relations. Chacun attend le dernier train avec impatience. Qu'apprendra-t-on alors de l'évolution de la situation? Est-ce que ça pourrait être pire?

Pour tuer le temps, on parcourt les journaux, mais ceux-ci, soumis à la censure, égarent l'opinion publique en l'entretenant de choses futiles. Personne n'est dupe. La soirée s'écoule lentement. Peu à peu, les tables se vident. Les clients, harassés par leur exode, choqués par ce soudain déracinement, se retirent. Un calme apparent règne sur la maison. Dans la cour, les deux chaudières sous pression travaillent à plein rendement.

Je suis le seul à occuper le petit lit de fer. Mes parents, trop agités par les événements, ne parviennent pas à trouver le sommeil. Au milieu de la nuit, une grande rumeur monte jusqu'aux combles où nous logeons.

C'est l'arrivée de nombreux réfugiés venant de la gare, chargés de bagages. A l'aube, personne n'a pu fermer l'œil, et c'est à 7 heures du matin déjà que mes parents, la mine défaite, préparent le départ au milieu de la grande cour plus encombrée que jamais.

Nous arrivons à Vierzon en une demi-heure, par un **jeudi matin 7 septembre** baigné de soleil. Une femme, plantée au bord de la route, agite les bras avec véhémence. Elle nous demande si nous nous rendons à Bourges. A la réponse affirmative de mon père, elle nous prie de la véhiculer jusque-là, sinon, elle devra parcourir à pied plus de trente kilomètres, sept heures de marche au moins au bord d'une route au trafic très intense. Elle va chercher des médicaments. On lui a volé sa bicyclette.

La conversation s'engage et roule naturellement sur la guerre. Le frère a rejoint son régiment hier. Elle est fort soucieuse et ne cache pas son pessimisme en parlant de cette fameuse ligne fortifiée à la frontière belge, ligne imprenable sur le papier mais qui, en réalité, n'existe pas. Fait-elle allusion au secteur nord-ouest de la ligne Maginot? Elle trouve enfin que la France s'est lancée dans une aventure bien risquée.

Quelques kilomètres avant Bourges, ville célèbre pour ses fonderies de canons, nous sommes contraints de serrer tout à droite et, finalement, de nous arrêter sur l'accotement pour laisser le passage à un interminable convoi de pièces d'artillerie de tous les calibres se dirigeant vers le théâtre des futures opérations militaires. Tractée par de superbes chevaux percherons, cette lourde masse d'acier forme un cortège qui défile devant nous plusieurs heures durant, faisant trembler la chaussée dans un roulement sourd et continu. Quel carnage et quelle dévastation l'aviation ennemie pourrait-elle commettre sur ce long et pesant reptile métallique si peu discret et si lent à se mouvoir!

« C'est enfin vers midi que mon père peut actionner son démarreur. Bourges est rapidement franchie. Il n'est plus temps de faire du tourisme. Il s'agit même de gagner Lyon sans perdre une minute. La France est en guerre. Tout cela nous paraît encore bien surréaliste, d'autant plus que dans les campagnes retirées on semble ignorer superbement le malheur qui est en train de s'abattre sur la patrie. Ce n'est certainement qu'une apparence. En effet, chaque village, chaque hameau aussi retiré soit-il a fourni son lot de conscrits, d'appelés, de fantassins, d'hommes du train.

Quoi qu'il en soit, on ne se rend pas bien compte de la situation. On croit même l'ennemi à bout de souffle. Il attaque la faible Pologne, mais ne tente rien à l'Ouest. Au fond, nous rencontrons peu de personnes réellement conscientes de la réalité. Est-ce indifférence, aveuglement ou immense lassitude? Ces dernières années politiques mouvementées vécues par les Français laissent plutôt supposer à mon père que le peuple regarde courir les événements sans même essayer d'en comprendre les tenants et les aboutissants.

Beaucoup de réfugiés, passé les premiers instants de panique, regrettent amèrement d'avoir abandonné leur appartement de la région parisienne, du Nord et même de l'Est. Puisque l'ennemi n'a pas bombardé le premier jour, comme il l'a fait en Pologne, il n'y a plus rien à craindre. M. Hitler aura eu ce qu'il voulait. Et pourtant, les trains déversent nuit et jour, sans interruption, leurs grappes humaines dans toutes les campagnes. Les gens aisés se déplacent en voiture, emportant avec eux le maximum de bagages. Souvent, le toit d'une automobile est surmonté d'une superposition de literie d'une hauteur impressionnante.

La nuit est encore loin. Nous décidons cependant de nous arrêter avant qu'elle ne tombe. Le petit village où nous pénétrons est encore vide de réfugiés. La vie s'y écoule en apparence calmement. Les arbres, chargés de fruits, promettent un hiver sans soucis d'approvisionnement.

Très tôt le matin, nous sommes brutalement tirés de notre sommeil par le tocsin. C'est la grande fromagerie du village qui flambe. Devant la violence des flammes, le corps des sapeurs-pompiers, réduit à quelques individus vieillissants, se borne à protéger les alentours. De la fromagerie, il ne restera rien. Le fromager, Allemand installé au village depuis une dizaine d'années, s'était éclipsé quelques jours auparavant avec sa famille. On suppose qu'ils ont trouvé refuge en Espagne et que, de là, ils regagneront l'Allemagne où les soldats bilingues sont très recherchés par la *Wehrmacht*. Tel est le sentiment du maire qui feint de se demander pourquoi...

« Le lendemain, **vendredi 8 septembre**, le temps est gris. Quelques pessimistes parlent déjà d'un automne pourri. Un orage purifierait l'atmosphère. Les pensées de mon père se portent constamment vers le Nord et l'Est, où nous avons de la parenté, mais aussi vers la Pologne,

qui, en dépit de sa résistance héroïque, est écrasée sous les bottes, les panzers et les bombes. C'est du moins ce que nous avons cru entendre à la radio.

Le temps est à la guerre et pourtant, ici, on ne s'en aperçoit pas encore. Les réfugiés que nous rencontrons donnent l'impression de s'adapter à leur nouvelle vie. La nourriture ne manque pas. Le vin coule comme à l'ordinaire. Quelques boutiques çà et là sont fermées, leur propriétaire parti aux armées. A l'intérieur du pays, la vie paraît ainsi normale, ou presque.

Nous nous approchons du Rhône. Voici Roanne, totalement engorgée, où il est presque impossible de se frayer un passage. Ses rues étroites sillonnées par des trams n'arrangent rien. Enfin, nous trouvons à nous parquer au centre. Un hôtel de belle apparence attire l'attention de mon père qui, malgré ses vêtements fripés et sa mine de plus en plus patibulaire, n'hésite pas à y pénétrer. L'établissement est réquisitionné pour les officiers. Toutefois, un nombre restreint de chambres reste à disposition des hôtes de passage.

C'est soixante francs pour la nuit, articule le directeur. La somme est considérable, mais il est inutile de vouloir marchander. A 20 heures, au dîner, la grande salle présente un aspect de fête. De nombreux officiers, aux beaux uniformes de sortie kaki et bleu horizon, savourent l'excellent menu du cordon bleu. Les tuniques chatoient à la lumière des grands lustres. Les rares civils ont l'air d'intrus. Que la guerre est lointaine ! Pour l'instant ici, ce n'est qu'un *Kriegsspiel* distingué.

L'enfant que je suis, faisant fi de la hiérarchie, passe d'une table à l'autre pour se planter soudain devant un officier à la haute stature et à la barbe chenue, que je désigne du doigt en l'appelant « Nicolas », lequel « Nicolas » me prend sur ses genoux pour me faire partager son dessert. Ce géant débonnaire que j'ai pris pour le saint du calendrier préféré des enfants se révèle être le général commandant du secteur, héros de Verdun, abondamment balaféré et blessé de guerre.

Il finit la soirée en notre compagnie, mon père au grand Pleyel à queue, les officiers en cercle autour de l'instrument reprenant en chœur toutes les chansons de troupier et toutes les rengaines des années trente... La guerre se révèle encore plus absurde qu'on ne pouvait l'imaginer.

Le **samedi 9 septembre**, nous sommes partis de très bonne heure, après avoir pu faire un plein complet à très bon compte grâce à nos nouveaux amis de l'état-major, qui se font un plaisir de nous remettre, sans que nous ne la demandions, une lettre d'introduction auprès des autorités militaires françaises, si nous devons être en très grave difficulté, où que ce soit.

Aux villages succèdent les bourgs industriels noircis par la fumée des usines. On sent l'approche de la grande ville. On la devine aux panneaux-réclames qui se multiplient à chaque tournant, qui recouvrent les façades des maisons isolées. Dans les localités d'une certaine importance, les affiches administratives rappellent aux Français et aux étrangers les formalités à remplir en temps de guerre pour telle ou telle démarche. Mes parents les connaissent par cœur.

Chose surprenante, des bords de la Manche à Lyon, sur près de 800 kilomètres, nous n'avons pas rencontré un seul contrôle routier. Une liberté de mouvement absolument totale ! Nous avons franchi de nombreux ponts, d'innombrables passages à niveau, des carrefours importants sans jamais apercevoir l'ombre d'une sentinelle. Mon père n'eut pas à exhiber ses papiers, ne serait-ce qu'une seule fois, même pas lorsque nous avons été les témoins involontaires de grands déplacements de troupes du train ou d'artillerie. Il n'eut jamais à demander sa route. Sauf à quelques exceptions près, la signalisation a été presque partout maintenue intacte alors que, généralement, le premier soin des autorités, en cas de conflit, est d'enlever les panneaux indicateurs pour freiner l'avance de l'envahisseur.

Cette confiance illimitée, ou cette inconscience du danger, a quelque chose de consternant, si ce n'est d'émouvant. Décidément, la France est fatiguée de la guerre ou persiste à ne pas y croire. Les seuls signes bien visibles de préparation au combat sont, pour les gens de passage comme nous, les terrains qui ont été aplanis le long des routes pour l'aviation militaire, les arbres abattus, les clôtures enlevées. Quant à la gendarmerie, elle est invisible.

Seuls nos phares blancs seraient susceptibles d'attirer l'attention. Mais voilà, l'obscurcissement obligatoire nous dispense de les utiliser, sinon, nous aurions peut-être été interceptés. Mon père se souvient que l'introduction des phares jaunes, quelques années auparavant, sauf erreur au début des années trente, devait permettre de repérer les véhicules étrangers et constituait une mesure de défense du territoire, et non la recherche d'une hypothétique amélioration de la visibilité par temps de brouillard...

Et voilà que le panorama de Lyon surgit à nos pieds. Encore 160 kilomètres jusqu'à la frontière suisse !

Mes parents ont retrouvé cette ville avec son animation de naguère, et nous parvenons à nous loger dans un hôtel du centre qui a déjà accueilli la famille à plusieurs reprises, mais, cette fois-ci, l'ambiance n'est plus la même. Des officiers de toutes les armes se répandent à tous les étages.

Comme la plupart des garages sont réquisitionnés, mon père en est réduit à parcourir plus de deux kilomètres pour mettre sa voiture en sûreté. Il est en effet hors de question de la laisser au bord du trottoir. L'agent de police interrogé a été formel. Lyon n'est plus tout à fait Lyon. En ces

temps troublés, la capitale des Gaules accueille bien malgré elle une faune interlope descendue de Paris, montée de Marseille, attirée dans la grande cité rhodanienne par sa position géographique qui en fait une ville-frontière proche de la Suisse et de l'Italie.

L'après-midi étant fort avancée, il serait vain de vouloir commencer immédiatement les démarches de rapatriement. Mieux vaut prendre l'air de la rue. Des charrettes, chargées de légumes, stationnent au bord de la chaussée. Les ménagères se pressent pour faire leurs achats. Les marchandes en larges tabliers pèsent sans hâte la marchandise qui est ensuite versée dans les filets à commissions. Il est 17 heures. Mon père se rend à la grande poste pour consulter le Bottin, le livre d'adresses. Il note soigneusement dans son calepin le domicile du consulat suisse et des bureaux de l'état-major. Autant de gagné pour le lendemain.

L'obscurcissement est total. Il est donc élémentairement prudent de ne pas sortir ce soir. La chambre est confortable, mais manque d'aération. En effet, à la tombée de la nuit, les employés ont hermétiquement obturé toutes les fenêtres de l'hôtel au moyen d'épais rideaux noirs. Aucun rayon de lumière ne peut filtrer, *a fortiori* pas le moindre filet d'air, et il est vivement déconseillé d'entrouvrir la fenêtre. Une patrouille armée, apercevant la moindre lueur, pourrait tirer dedans sans sommation.

Mon père ne parvient pas à trouver le sommeil. N'y tenant plus, il se hasarde à descendre dans la rue, où l'obscurité est totalement impénétrable. Quelques rares véhicules passent, repérables au rectangle bleu pratiqué dans le masque de leurs phares. Une patrouille militaire s'approche et braque sa lanterne sourde sur le visage de mon père, auquel il est vivement recommandé de regagner ses pénates sans tarder. Heureusement qu'il ne s'était pas éloigné de l'hôtel, sinon, il en aurait été pour passer la nuit au commissariat de police ou au corps de garde du détachement de chasseurs alpins.

A huit heures du matin de ce **dimanche 10 septembre**, nous partons à pied entreprendre nos démarches. Auparavant, le chasseur de l'hôtel s'est assuré par téléphone que les bureaux étaient bien ouverts. Exceptionnellement, compte tenu de la situation, ils le sont tous. La guerre ne reconnaît pas le Jour du Seigneur.

Nous nous rendons sans tarder au consulat, situé sur les quais du Rhône qui, ce jour-là, nous paraissent d'une infinie longueur. Nous marchons, et marchons encore à la recherche du numéro salvateur. Soudain, l'écusson de la Confédération est devant nous. Etrange impression que de se sentir tout à la fois si près et si loin du pays.

Des tableaux folkloriques, des affiches du Cervin, du lac des Quatre-Cantons, d'autres sites célèbres encore ornent le vaste vestibule. Nous sommes presque en Suisse, à en être tout requinqués... L'impression est nouvelle et singulièrement stimulante. L'employé auquel mon père s'a-

dresse en lui expliquant le but de notre visite l'écoute avec l'attention sérieuse et bienveillante des employés helvétiques. Quel réconfort ! Il s'empare de notre passeport, disparaît dans un autre bureau et, quelques instants plus tard, rend en souriant – en souriant ! – le précieux document qui a été visé, timbré et signé par le consul. La Suisse ne s'oppose pas à notre retour au pays. Nous repartons tout ragaillardis, tout guille-rets. Il n'y a plus qu'à se rendre à la préfecture – selon les conseils du consul – pour les autres formalités.

A la préfecture, il y a foule, et il est plus qu'ardu de dénicher le bon bureau. Enfin, ça y est, mais pour rien. On nous renvoie à l'état-major. Et toute la famille de repartir, mon père aux commandes de mon pousse-pousse. Les bureaux militaires sont situés près de la gare de Perrache. Pour gagner du temps, nous montons dans un tram déjà bondé, qui mettra vingt minutes pour nous y conduire.

L'adresse recherchée se signale de loin par une queue d'une centaine de personnes qui lisent le journal, discutent entre elles, fument, regardent les passants. Tout se passe dans un calme parfait. Des messieurs fort bien mis voisinent sans façon avec des chauffeurs de camion en salopette, des représentants de commerce avec des élégantes.

Et chacun tient à la main son permis de conduire. Il n'y a pas à hésiter. Il faut prendre la file et la prendre seul. Ma mère et moi quittons les lieux où nous reviendrons de temps en temps mesurer l'avance de mon père dans la colonne. Entre-temps, nous irons lui chercher des victuailles et des journaux. Mon père calcule qu'il en aura pour toute la journée, et il n'est que 10 heures du matin. Il ne s'agit pas de quitter sa place, ne serait-ce qu'une seconde, autrement, tout est à recommencer. A l'approche de midi, tout le monde se demande avec anxiété si les bureaux ferment ou si le travail est permanent.

Un officier, d'une voix de stentor, annonce que les bureaux rouvriront à 14 heures. Murmures divers dans la foule. La colonne finit par se disloquer et mon père trouve à se restaurer dans les environs. Il a entre-temps recommandé à ma mère de ne plus l'attendre et, à 13 heures, il reprend sa faction dans une file qui s'est rapidement reconstituée. Enfin, arrivé à la hauteur d'un soupirail qui ouvre sur le sous-sol, il se fait interpellé par un officier qui, au ras du trottoir, lui demande son permis de conduire et son passeport.

Afin d'obtenir l'autorisation de traverser la zone interdite jusqu'à la frontière genevoise, il faudra répondre à un questionnaire de trois feuilles jaunes grand format et fournir six photographies de sa personne et six de sa femme. Son jeune fils est exempté de cette formalité. Dès que ces conditions seront dûment remplies, il recevra l'autorisation de circuler en toute quiétude dans la zone interdite.

L'après-midi est fort avancée. Les bureaux vont fermer dans une heure. Mon père se relève du soupirail, étourdi, abruti, mais se reprend vite

en constatant que la colonne, derrière lui, n'a plus de fin. Et il se retrouve au bord du Rhône, de ce Rhône qui vient de nos glaciers. Il le contemple un long moment, comme s'il lui découvrait un nouveau visage, et il rejoint sa femme et son fils. Il est temps de réintégrer, avant la nuit, la chambre obscurcie et sans air.

Le premier travail du lendemain **lundi 11 septembre** consiste à remplir les trois formules jaunes. Ces documents, aux questions innombrables et parfois saugrenues, sont présentés sur un papier d'une qualité si médiocre qu'il se couvre rapidement, sous la plume, de pattes de mouche et de pâtés. Devant un tel désastre, mon père achève le travail au crayon.

Ces pièces en ordre, il les glisse précautionneusement dans son veston et toute la famille part à la recherche d'un photographe. Le directeur de l'hôtel nous apprend que les grands magasins ont des appareils à photographier qui livrent les épreuves en quelques minutes. Nous nous dirigeons donc vers le quartier des affaires et parcourons les commerces que l'on nous a indiqués. Il y a belle lurette qu'ils n'ont plus ni pellicule, ni produits de développement. En quelques jours, des milliers de clients ont défilé devant ces machines automatiques qui, maintenant qu'elles sont totalement inertes, semblent nous narguer.

Il ne nous reste qu'à dénicher un photographe, et, à chaque coin de rue, nous demandons l'adresse de l'oiseau rare. En voilà enfin un. Il est même localisable de loin, à la queue interminable qui s'allonge sur le trottoir, comme devant les bureaux de l'état-major. Et nous perdrons encore des heures précieuses à découvrir un disciple de Daguerre moins bousculé. Partout la même affluence de gens qui attendent leur tour avec fatalisme.

Enfin, dans le courant de l'après-midi, fourbus, découragés, nous échouons chez un photographe portraitiste. Ici, pas de bousculade. Personne. Un des grands noms du portrait d'art nous reçoit cérémonieusement. A nos explications embarrassées, il comprend notre situation, mais regrette de ne pouvoir accéder à notre désir. Ce n'est pas son genre de travail ! Toutefois, il nous donne l'adresse d'un de ses collègues qui, si nous nous recommandons de lui, entrera certainement dans nos vues... Il habite à l'autre bout de la ville.

Un tram brinquebalant abrégera ce long trajet. Il est plus de 17 heures quand nous pénétrons dans le salon d'une luxueuse installation dernier cri. L'endroit ne semble guère propice à la confection de modestes photos pour papiers d'identité. Un peu gêné quand apparaît le photographe d'art, mon père lui expose le but de notre visite. Sans ces photos, nous resterons en panne à Lyon. Nous nous recommandons tout spécialement de son collègue.

Après une minute de réflexion, il descend de son Olympe de papier glacé et se met aimablement à notre disposition. Les photographies seront livrables dans les vingt-quatre heures. En sortant de chez lui, nous nous sentons plus légers et, ce soir-là, notre destin nous paraît moins préoccupant. Nous aurons de surcroît une pleine journée à pouvoir flâner dans les rues.

La matinée du **mardi 12 septembre** se passe à longer les quais du Rhône, à admirer les perspectives et les belles façades. L'après-midi est consacrée à la visite des librairies. Sommes-nous réellement en guerre? Enfin, le soleil est à son déclin. Bien avant l'heure dite, nous pénétrons chez l'artiste portraitiste. Les photos sont naturellement superbes et n'ont qu'un lointain cousinage avec l'anthropométrie policière des automates de grands magasins.

Mon père lui serre les mains avec effusion. Le photographe nous souhaite un bon retour dans notre foyer et nous raccompagne amicalement sur le perron. L'intense satisfaction que nous éprouvons à ce moment-là ne doit pas nous faire oublier l'application imminente de l'obscurcissement. Il s'agit donc de se hâter et, pour notre quatrième nuit lyonnaise, de se coucher de bonne heure à défaut de mieux. Mon père prend la bonne résolution de se lever le lendemain à la pointe du jour pour éviter une trop longue attente devant les bureaux de l'état-major. Ainsi dit, ainsi fait.

A 5 heures du matin de ce **mercredi 13 septembre**, ayant terminé sa toilette, et serrant fébrilement les douze photos d'artiste et les trois formules jaunes, il dégringole l'escalier de l'hôtel et se retrouve, dans le grand hall de réception, au milieu d'une cinquantaine d'officiers en tenue de campagne, le masque à gaz en bandoulière, le casque au ceinturon, les plus âgés en bleu horizon. D'après les bribes de conversation qu'il saisit au vol, c'est un exercice de routine. Ouf! ce n'est pas encore la vraie guerre, et la rue est totalement déserte. Ma mère ne se recouche pas et se met à préparer les bagages de manière à pouvoir quitter la chambre dès que les dernières formalités auront été accomplies.

Bien que sorti aux aurores, mon père trouve une douzaine de personnes devant le soupirail de l'état-major. Certaines y ont passé la nuit, comme ce compatriote qui rentre d'un voyage d'affaires dans le Bordelais où la déclaration de guerre l'a surpris alors qu'il venait de faire l'achat de plusieurs centaines d'hectolitres des plus grands crus. Une véritable fortune! Il rentre précipitamment répondre à l'ordre de marche qui l'attend sur son bureau. Non seulement la prison le guette pour ce retard, mais il éprouve les craintes les plus vives pour sa précieuse cargaison, restée dans un entrepôt sans surveillance depuis la mobilisation générale. Dans le meilleur des cas, elle s'y bonifiera.

De leur trottoir, la douzaine de personnes en faction assistent au réveil de la grande ville. D'abord le service de nettoyage avec l'arroseuse mécanique, les marchands des quatre saisons et leurs chars encombrés de corbeilles de légumes et de fruits, puis les ouvriers se rendant à leur travail, à pied, à bicyclette, bérets et casquettes vissés sur la tête, la plupart une cigarette à la bouche. Les taxis font la navette entre la gare et le centre urbain. Enfin, le crieur de journaux jette sa note gouailleuse dans cette ambiance plutôt morose. La Pologne résiste vaillamment et inflige des pertes sévères à l'envahisseur...

La colonne est maintenant très longue. Il y a bien deux heures que mon père sautille d'un pied sur l'autre dans son mètre carré de bitume. Un bruit sec, et le vasistas est ouvert. Son tour arrive très vite. Feignant d'être d'un calme imperturbable, il tend à l'officier préposé au contrôle les trois feuilles jaunes, les douze photographies et le passeport. Ne manquerait-il pas une attestation de la préfecture? On lui en avait parlé au consulat.

La tension est à son comble. Une telle émotion ne se décrit pas. Que va-t-on lui dire? Qu'il doit présenter son ordre de marche suisse, que son passeport arrive à échéance dans un délai inacceptable, que le visa du consul n'est pas à la bonne place... Tout cela, en l'espace de quelques secondes, se bouscule dans sa tête.

Vous êtes Suisse. Vous rentrez chez vous. Vous êtes en ordre. Vous n'aviez pas besoin de remplir ces questionnaires. Les photos sont inutiles. Un petit frisson parcourt la proche assistance, surtout constituée de compatriotes. Et l'officier d'expliquer qu'en dépit des affiches collées partout, les ordres venus du ministère prolongent le délai qui permet de franchir la zone interdite sans formalité.

Mon père se fait répéter ce qu'il vient d'entendre, remet délicatement dans sa poche – on ne sait jamais! – les documents qu'on lui a restitués et, sans demander son reste, franchit au pas de course la distance le séparant de l'hôtel et les deux kilomètres qu'il faut parcourir pour retrouver la voiture, suscitant l'étonnement des passants. Est-ce un malandrin qui viendrait de faire un mauvais coup? Il ne manquerait plus que la maréchaussée le prenne en chasse et qu'on le conduise au poste! Il en aurait pour la journée à se justifier, tant la méfiance, longtemps sous-jacente, semble soudain prendre le dessus sur l'indifférence générale, qui, initialement, avait paru être la règle.

La voiture est chargée dans une hâte fébrile. On fera le prochain service des 1000 kilomètres à la maison. Tant pis pour les graisseurs. A la guerre comme à la guerre! Mes parents veulent arriver à la frontière avant midi. Ils ne craignent rien tant que d'autres tracasseries qui pourraient surgir dans la journée au fur et à mesure du durcissement des décisions de l'autorité militaire.



Quelques mois après son retour mouvementé de Normandie, le guetteur Bruckert en faction au poste de repérage 214, chargé de signaler par téléphone les avions violant notre espace aérien. Montagne de Boujean, cote 909.3.



Le service de repérage fonctionnait par n'importe quel temps.

A 9 heures, nous sommes partis, et voilà bientôt un barrage routier, le premier depuis la Normandie. Les gendarmes vérifient le passeport, les papiers de la voiture, numéro du bloc moteur, triptyque et passavant, et jettent un coup d'œil à l'intérieur. Il n'est nullement question de zone interdite. Donc tout va bien. Nous pouvons passer. Les premières montagnes jurassiennes se profilent à l'horizon. Les villages que nous traversons sont déserts. Pas âme qui vive, ni dans les champs, ni sur la route. Nul véhicule ne circule. C'est la fameuse zone militaire de sécurité. L'impression est étrange, le sentiment indéfinissable. Mais où donc ont-ils tous passé ?

Un deuxième barrage de gendarmes. Il faut à nouveau montrer patte blanche. La moindre contrariété des pandores peut nous ramener à Lyon. On se tient coi, infiniment respectueux. Mon père est coopératif comme il ne l'a jamais été, lui qui a toujours eu un certain penchant pour la contestation et la gaudriole.

Saint-Julien-en-Genevois, le Salève, de vieilles connaissances et, de l'autre côté de la barrière, Perly, aux portes de Genève. La route est barrée sur toute sa largeur par des chars et des charrettes. *La route est fermée sur ordre de Paris* nous crie un douanier depuis la fenêtre du bureau des douanes. *Essayez de passer par Annemasse* nous lance un de ses collègues.

La route jusqu'à Annemasse longe la frontière sur une dizaine de kilomètres, et nous avons constamment Genève devant les yeux. C'est ce qu'il y a certainement de plus fascinant et de plus troublant pour des gens dans notre situation. Mon père ne parvient pas à détourner son regard de cette terre promise, au risque même de provoquer plusieurs accidents. A bien des endroits, comme par exemple à Veyrier, nous touchons la frontière qui borde la route juste à notre gauche. Certaines maisons de cette région frontalière n'ont-elles pas une entrée en France, une autre en Suisse ? Si la barrière ne paraissait pas aussi solide, mon père n'hésiterait pas à donner un bon coup de volant et à filer à travers champs !

Enfin, le Foron, le petit ruisseau que nous aimerions bien pouvoir franchir à pieds joints, sans demander notre reste. Il est midi. L'accès à Moillesulaz est totalement verrouillé : des chars et des fils de fer barbelés interdisent tout passage ! Le douanier prend nos papiers, les examine, disparaît dans le bureau et revient un instant après nous dire de patienter. Nous quittons la voiture pour nous dérouiller les jambes. Les douaniers suisses, à quelques mètres, observent le manège. Deux heures s'écoulent sans que rien ne se passe. Enfin, le receveur daigne répondre aux questions de mon père, lequel insiste sur le fait qu'il est mobilisé, qu'il doit rentrer sans tarder. Rien n'y fait. La corde sensible n'a pas vibré.

Le receveur est d'accord que mon père rentre seul, mais ma mère et moi, qui ne sommes pas mobilisés, devons rester sur sol français avec la voiture jusqu'au moment où des instructions précises parviendront au

bureau. Evidemment, mon père refuse cette solution invraisemblable. Le commissaire de police, courtois, compréhensif, ne voit lui aucun inconvénient à notre départ.

Le receveur s'y oppose toujours. Les douaniers, en fonctionnaires obéissants, écoutent sans broncher cette conversation ubuesque. Mon père demande des explications. On ne lui répond pas. A 15 heures, le receveur est d'accord de nous laisser partir, mais l'automobile ne quittera pas le territoire français. Drôle de combinaison à laquelle mon père s'oppose. C'est un véritable séquestre que rien ne justifie. Les deux Etats ne sont pas en guerre. Ils ont même toujours entretenu des relations cordiales.

Le receveur et le commissaire consultent des circulaires et des règlements, compulsent posément d'épais dossiers. Les douaniers ont l'air bien embarrassés et mon père a de plus en plus l'impression déstabilisante que les ordres et les consignes sont donnés un peu au hasard. Les douaniers suisses assistent impuissants à l'algarade qui finit par éclater. Mon père demande une dernière fois si ses papiers ne sont pas en règle, s'ils présentent quelque anomalie, si l'officier de l'état-major de Lyon est tombé sur la tête, avec tout le ministère de la guerre. Mutisme total.

Le receveur perd de son assurance. Sur un signe de leur chef, deux douaniers fouillent la voiture dans tous ses recoins. Les valises sont palpées, la malle minutieusement sondée. Les livres achetés à Lyon sont feuilletés, détaillés, épluchés. Notre inquiétude grandit. Ne seraient-ils pas capables de dénicher, dans une vieille édition originale de Victor Hugo, l'un ou l'autre passage qui, tiré de son contexte, pourrait aller à l'encontre des intérêts de la République et de la Défense nationale?... Un des écrivains achetés chez le libraire lyonnais ne serait-il pas un dangereux antimilitariste?

Le receveur, le commissaire, les douaniers se concertent à voix basse. Enfin, à notre vive surprise, on nous rend nos papiers, et une brèche de deux mètres est pratiquée dans la barricade. Il reste 10 centimètres de chaque côté de la voiture, espace que mon père considère comme largement suffisant, voire généreux, providentiel, compte tenu des circonstances.

Le moteur refuse de partir. Le démarreur, actionné trois fois, dix fois, vingt fois, ne déclenche que des hoquets dérisoires accompagnés de gros nuages de fumée bleue. C'est le comble. La première panne de tout le périple se manifeste dans la situation la plus ambiguë. Et si le receveur revenait sur sa décision, ayant entre-temps reçu un téléphone ou déniché dans ses règlements la disposition qu'il traquait en vain depuis des heures pour nous retenir?

Les douaniers, bons princes, se mettent à trois pour nous pousser et nous permettre de franchir le barrage de quelques mètres. Aussitôt, les fonctionnaires suisses nous entourent, nous assaillent de mille questions.

Pendant plusieurs heures, ils ont assisté impuissants à nos démêlés avec l'administration française à laquelle mon père, bon francophile, trouve déjà des excuses. Maintenant que nous sommes en sécurité!

Et vous l'avez échappé belle. Des Genevois qui viennent juste de rentrer ont été retenus dix jours, oui, dix jours avant de recevoir l'autorisation de quitter le territoire français! nous assène dans un large sourire un jeune douanier alors que mon père est parvenu à relancer son moteur qu'il avait noyé. Dans sa hâte de partir, il avait inutilement tiré le starter jusqu'à la garde, moyen infailible, par cette chaude journée, de rester sur place. Il n'est pas loin de 18 heures.

Tant d'émotions accumulées nous contraignent à un arrêt à Moillesulaz, dans une auberge de la grand-rue sur notre droite. Et c'est là que nous apprenons que le contrôle des passeports à la frontière française est devenu impitoyable à partir de la déclaration de guerre, le 3 septembre, et que les Suisses qui avaient, pendant quelques jours, voulu poursuivre leurs achats en France, s'étaient vus contraints de présenter un visa postérieur au 2 septembre. Un visa pour des Genevois!

Enfin, depuis le 6 à 6 heures du matin, la frontière est infranchissable, sauf pour les mobilisés suisses qui, domiciliés en France, rentrent au pays pour leurs obligations militaires. Leurs femmes et leurs enfants doivent attendre à Bellegarde l'organisation et l'ouverture d'un transit pour Genève. Et c'est le 7 au matin que la France a fermé, avec un petit décalage, sa frontière de Perly, entre Bellegarde et Genève. Depuis lors, tout est bouclé.

D'ailleurs, à partir du 3 à 13 h 15, les ressortissants français domiciliés en Suisse n'ont plus le droit de quitter le territoire de la Confédération. *Vous avez eu chaud!*, s'exclame le patron du bistrot, qui collectionne les événements et faits divers du début de cette guerre.

En effet, le 9, les familles des mobilisés ne passent toujours pas. Il paraît que seule l'une d'entre elles, venant de Lyon, est arrivée à la gare des Eaux-Vives. Il nous raconte encore l'histoire de ce dernier mariage transfrontalier célébré le lundi 11 septembre sur le pont du Foron, tout près d'ici. Douaniers et gendarmes ont servi de témoins, et les époux se sont juré fidélité par-dessus le char à échelles qui barre la route.

Le lendemain, la veille de notre passage, M.S., Genevois, a pu conduire sa jeune femme à l'église de Gaillard pour la bénédiction nuptiale, la frontière rigoureusement close s'étant brièvement ouverte.

Inutile de vous dire que vous avez eu une chance incroyable! ajoute-t-il en nous contemplant des pieds à la tête, comme pour découvrir notre secret...

Il nous raconte encore que le dimanche 10 a été une journée sans voitures dans toute la Suisse, que l'Exposition nationale, fermée le 2, a rouvert le 5, et que des milliers de Suisses attendent à Lyon d'être rapatriés. Constatant notre ignorance en tout ce qui concerne la mobilisation, notre

hôte ajoute pêle-mêle que le 1^{er} septembre les CFF ont adopté l'horaire de guerre. Cela signifie que pour aller de Genève à Berne, au lieu de mettre deux heures vingt minutes, il faudra compter une heure de plus. D'ailleurs, les trains sont vides, personne en I^e et en II^e, presque personne en III^e classe. En outre, toutes les gares sont occupées par la troupe.

A partir du 2 septembre, de nombreux établissements scolaires qui avaient repris les cours ont été mis en congé, faute d'enseignants, et c'est trois jours plus tard qu'on a fourni des masques à gaz aux populations civiles proches des frontières. Il y en avait même pour les enfants: des masques-cagoules B-O vendus 8 francs en ville de Genève! L'obscurcissement est également entré en vigueur dans tout le pays et soulève une tempête de protestations. Alors que les Américains donnent à leurs navires l'ordre de naviguer tout illuminés pour être identifiés par les belligérants, les Suisses se camouflent au lieu d'afficher des frontières bien visibles.

C'est le Conseil fédéral qui, en définitive, organise le rapatriement des Suisses de France par des trains spéciaux. Les centres de ralliement sont les consulats. Ce matin, la radio annonçait que 10000 personnes étaient déjà rentrées au pays et qu'on en attendait encore une fois autant. Notre hôte nous annonce encore que la Confédération a interdit la chasse sur tout son territoire et qu'elle a instauré le contrôle des prix.

Autre désagrément, le trafic postal avec la France accuse des retards énormes consécutifs à l'introduction de la censure sur le courrier et les colis. Même le consul de France à Berne est sans nouvelles de sa famille depuis bientôt quinze jours! Voilà pourquoi la Suisse alémanique d'Avanches nous avait instamment priés de poster en Suisse la lettre à ses parents.

En prenant congé sur le seuil de son établissement, l'aimable cabaretier-historien-échetier nous lance un dernier: *Vous avez eu une veine inouïe*, et nous finissons par en convenir. Il doit être un peu plus de huit heures lorsque, bien réconfortés, nous quittons la frontière et traversons Genève, une Genève étonnamment calme. Si rien de particulier ne surgit sur notre chemin, nous serons chez nous à minuit, à 0 heure du 14 septembre, au 12^e jour de la mobilisation!

La condition de civil de mon père eut une fin rapide. La mobilisation générale du 2 septembre avait appelé 450000 Suisses sous les drapeaux. Tous ceux qui n'avaient pas obtempéré étaient recherchés par la police. Comme en milieu rural les réfractaires et déserteurs ne devaient pas être très nombreux, la gendarmerie eut tout loisir de partir à ses trousses et de faire, presque chaque jour, la navette entre son domicile et les adresses de sa parenté.

Le matin du 14 septembre, à 7 heures, deux gendarmes, qui avaient déjà eu vent de notre retour, se présentèrent et donnèrent une demi-heure à mon père pour préparer son baluchon. Après audition et compte tenu

des circonstances, il fut dans la même journée expédié au poste de repérage 214 sur la montagne de Boujean. Ce service était tout nouveau, puisque c'est le 1^{er} septembre que le Conseil fédéral, par une ordonnance, avait organisé le repérage et la signalisation des avions violant notre espace aérien.

Raymond Bruckert (Plagne), D^r ès sciences, géographe, enseignant retraité et écrivain.

BRÈVE BIOGRAPHIE

Charles Bruckert, né à Bienne en 1899, est issu d'une famille de commerçants de Langres émigrée en Suisse après la guerre de 1870-1871. Élève de l'école normale de Porrentruy de 1915 à 1919, il prit la même année ses fonctions d'instituteur à Frinvillier, dans le Bas-Vallo de Saint-Imier.

Excellent pianiste depuis son plus jeune âge, diplômé du Conservatoire, il déploya, parallèlement à sa carrière d'enseignant, une activité pionnière dans le domaine du jazz et de la musique de divertissement, sans toutefois négliger les grands compositeurs classiques, qu'il interpréta tant en Suisse qu'à l'étranger.

Les carnets qu'il a laissés évoquent principalement ses souvenirs de mobilisation, qui embrassent toute la période de la guerre, qu'il passa à la montagne de Boujean, à Goumois et à Roche-d'Or. Il décéda à La Neuveville en 1985.